



MA LIMOGES

L'UFAP UNSa Justice alerte sur l'avenir de la MA de LIMOGES !!!



La Maison d'arrêt de Limoges traverse une crise sans précédent. Jour après jour, elle sombre dans des difficultés financières et structurelles qui mettent en danger la sécurité des personnels et des personnes détenues. Malgré nos alertes répétées, rien n'est fait pour y remédier, et la situation continue de se dégrader.

Sécurité compromise : L'interphonie d'urgence des cellules est hors service depuis plusieurs mois. Comment peut-on garantir la sécurité des détenus et du personnel si, en pleine nuit, une personne en détresse ne peut pas alerter les surveillants ? Imaginez la gravité de la situation si un mineur ou une personne vulnérable devait demander de l'aide et rester sans réponse.

Conditions de travail dégradées : Concernant le **chauffage**, une seule chaudière fonctionne sur trois... mais pour combien de temps encore ? Comment assurer la détention si ce dernier moyen de chauffage tombe en panne en pleine période de grand froid ? Les agents doivent déjà travailler dans des conditions inacceptables, avec des locaux glacials et parfois impropres à l'accueil des détenus.

Manque de moyens : Chaque jour, nous faisons face à des **matériels défectueux**, des locaux en mauvais état et un manque criant d'effectifs. La réponse répétée de l'administration reste « **PLUS DE BUDGET** », alors même que ces problèmes mettent directement en danger la sécurité de tous.

L'UFAP UNSa Justice dénonce fermement cette situation et exige des mesures urgentes :

- **Déblocage immédiat des fonds** pour réparer l'interphonie et les chaudières
- **Mise en sécurité des locaux** pour protéger les personnels et les personnes détenues
- **Renforcement des moyens humains et matériels** pour garantir des conditions de travail dignes et sûres

Le bureau local **UFAP UNSa Justice** avertit l'administration que la sécurité est essentielle et que les agents ne devraient pas être traités comme des laissés-pour-compte du service public. Bien qu'ils doivent se dévouer à leur mission, même dans des conditions indignes, il est grand temps que l'État assume pleinement ses responsabilités.

Le 09/01/2026, le secrétaire local



L'UFAP UNSa JUSTICE, L'ENGAGEMENT QUOTIDIEN AU SERVICE DU TERRAIN !